

# La démission de la ministre Monique Barbut rattrapée sur le fil par Emmanuel Macron

La ministre de la transition écologique, qui annonçait son intention de quitter le gouvernement mardi 21 juillet au soir, après l'adoption de la loi d'urgence agricole, a finalement conservé son portefeuille, mercredi. Un rebondissement qui donne une dimension pittoresque à cette crise gouvernementale.



Monique Barbut, ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, à l'Elysée, le 22 juillet 2026. SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

Comme elle l'avait elle-même annoncé, mardi 21 juillet au soir, à quelques journalistes, puis dans un message sur LinkedIn le lendemain matin, la

ministre de la transition écologique, Monique Barbut, s'est rendue à l'Élysée le lendemain, afin de remettre sa démission au président de la République, Emmanuel Macron. Elle entendait, par ce geste, protester contre « *le recul environnemental de trop* », à savoir [la réintroduction en France de deux pesticides jusqu'ici interdits](#).

Mais n'est pas Jean-Pierre Chevènement qui veut. Contrairement à l'ancien ministre de François Mitterrand (1916-1996), qui a claqué sans coup férir de nombreuses portes durant sa carrière politique, et comme le laissaient entrevoir ses propos peu assurés, mardi soir, Monique Barbut a rencontré une résistance : [le chef de l'Etat « n'a pas accepté » sa démission, lui demandant, au contraire, de « poursuivre sa mission »](#), selon le cabinet de la ministre. A 10 heures, Monique Barbut participait au conseil des ministres, comme si de rien n'était.

Un rebondissement qui laissait dubitatifs certains membres du camp présidentiel. « *En management, on sait qu'il ne faut jamais retenir quelqu'un qui veut partir* », soupirait un soutien du président du parti Horizons et candidat à la présidentielle Edouard Philippe.

Monique Barbut est une « découverte » d'Emmanuel Macron. Il l'a croisée dans les sommets internationaux qu'elle parcourait en tant que secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (2013-2019). De mai 2020 à janvier 2021, la sexagénaire a été envoyée spéciale du président de la République pour la préparation du One Planet Summit sur la biodiversité ; une mission qui lui a offert l'occasion de longues conversations avec le chef de l'Etat dans l'avion présidentiel. En octobre 2025, « *c'est le président qui me propose d'entrer dans le gouvernement*, confiait-elle au *Monde* en juin. *Mais je ne suis pas une politique et je n'ai pas l'intention de le devenir, cela ne m'a jamais intéressée.* »

Mardi soir, Monique Barbut vantait « *le courage* » d'Emmanuel Macron, qui s'est « *mis en risque* » en choisissant pour la transition écologique « *des personnalités qui ont de vraies convictions* ». Lorsqu'on lui suggérait que le chef de l'Etat pourrait bien refuser sa démission, la

ministre, qui se disait quelques instants plus tôt « *déjà partie dans [sa] tête* », n'était plus très sûre de vouloir prendre le large : « *Ça dépend de ce qui est dit et de comment c'est dit demain* », admettait-elle.

Lire aussi | [Après la volte-face de Monique Barbut, les ONG environnementales déplorent un « signal très inquiétant »](#)

Quelles garanties Monique Barbut a-t-elle obtenues pour aboutir à ce spectaculaire renversement de situation ? En tout début de matinée mercredi, elle a d'abord rejoint Matignon, pour une conversation avec Sébastien Lecornu. Le chef du gouvernement et sa ministre se sont ensuite rendus ensemble à l'Elysée. Au cours de cet échange avec les deux têtes de l'exécutif, « *j'ai eu des garanties sur le fait que certains sujets qui me paraissent essentiels allaient être traités en priorité* », affirmait Monique Barbut, mercredi soir, [dans un entretien au quotidien Les Echos](#).

Elle cite notamment un décret « *mis en consultation dans les prochains jours* » sur la trajectoire de baisse du [cadmium – ce métal lourd, très toxique, est présent dans de nombreux aliments du quotidien](#) –, l'obtention du pilotage du plan d'accélération de l'adaptation au changement climatique et l'annonce d'« *un débat sur l'élargissement des PFAS [les « polluants éternels »] qui doivent être surveillés et réglementés* ».

## « Rien de personnel »

Des concessions peu tangibles, qui ont toutefois permis d'amadouer la ministre. « *Monique Barbut a pris cette décision de rester, estimant que son action serait plus importante, plus impactante de là où elle est* », tentait d'expliquer, à la mi-journée, la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, louant le parcours de cette « *militante, qui porte des combats, des convictions, des causes depuis très longtemps* ».

« *Adieu les postures héroïques, l'honneur et le reste. Ces gens ont inventé la honte transpartisane* », a fustigé, sur X, Jean-Luc Mélenchon,

candidat de La France insoumise à l'élection présidentielle.

Dans le huis clos élyséen, la ministre et les deux têtes de l'exécutif *« ont convenu d'un désaccord sur la loi d'urgence agricole telle qu'elle a été votée au Parlement »*, a précisé Maud Bregeon. *« Ma position reste exactement la même, confirme Monique Barbut aux Echos. Je suis en désaccord avec la façon, sur la forme comme sur le fond, dont la version finale du projet de loi a été ficelée, en particulier sur l'acétamipride [un insecticide de la famille des néonicotinoïdes]. Je reste totalement opposée à sa réintroduction. »*

Lire aussi le décryptage | [Loi d'urgence agricole : les quarante-huit heures qui ont conduit au départ annoncé de Monique Barbut du gouvernement](#)

*« Mais un vote au Parlement est un vote démocratique »*, concède-t-elle, reprenant l'argument martelé par Sébastien Lecornu depuis lundi pour justifier le maintien de l'acétamipride, qui avait été adopté en commission mixte paritaire.

La ministre assure qu'il n'y a *« rien de personnel »* dans ses velléités de quitter le gouvernement. Mais sa fausse sortie n'aura sans doute pas été du goût de Matignon. *« Sébastien Lecornu a un côté militaire, il ne supporte pas les gens qui ont des états d'âme, témoigne l'une de ses ministres. Il veut des ministres très professionnels, très politiques, qui tiennent la ligne. Il faut que ça file droit. »*

Le premier ministre a toutefois tenté de retenir Monique Barbut, lui rappelant que le texte adopté, en donnant à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail la possibilité de réintroduire sous condition deux pesticides interdits, pour une poignée de filières en difficulté, donne le pouvoir à *« la science »*, à laquelle elle peut faire confiance. Sans la convaincre.

*« En 2016, la France a fait le choix d'interdire l'acétamipride au nom du principe de précaution, sur la base des expertises scientifiques disponibles, a écrit la ministre sur LinkedIn. Dix ans plus tard, loin d'avoir*

*dissipé les inquiétudes, les études scientifiques continuent d'alimenter les doutes sur ses effets pour la santé humaine et l'environnement. »*

## **Etouffer une crise gouvernementale naissante**

Sébastien Lecornu a également envisagé, avant que Monique Barbut ne décide de donner sa démission, de reporter son départ de quelques semaines, afin d'étouffer cette crise gouvernementale naissante et de se donner du temps pour un plus large remaniement à la rentrée. Un scénario que la locataire de l'hôtel de Roquelaure a écarté : *« Soit on est ministre, soit on ne l'est pas. »*

Monique Barbut *« n'est pas une pro de la politique, mais elle apporte beaucoup d'authenticité »*, l'a encore défendue Maud Bregeon, mercredi, soulignant que cette ministre technicienne, très éloignée de la cuisine politicienne, est engagée depuis neuf mois dans une *« aventure politique difficile, parfois rugueuse, parfois douloureuse »*. Connue pour son franc-parler, l'intéressée assure qu'elle restera elle-même : *« On ne m'a pas demandé de changer la personne que je suis. »*

Lire aussi le portrait | [« La politique n'est pas mon monde » : Monique Barbut, une femme de la société civile sur le terrain miné de la transition écologique](#)

Cette experte de l'environnement restera au gouvernement, dit-elle aujourd'hui, *« tant que j'ai la garantie de pouvoir agir »*. A l'époque totalement méconnue, elle avait déjà menacé de claquer la porte du gouvernement, au début de l'année, s'opposant à la réintroduction de projets de recherche d'hydrocarbures en outre-mer. Mais *« démissionner est un art »*, écrivait le journaliste et écrivain François Bazin, [dans une tribune au Monde, en octobre 2025](#) : *« Il convient de trancher, de prendre son risque, de choisir son moment – le kairos – et les arguments qu'il induit pour que la démission ne soit pas la figure d'une fuite ou d'un plat renoncement. »*

[Réutiliser ce contenu](#)